

**Recommandé**

DSI Desaulles et Simon  
M. Thierry Desaulles  
Rue de la Raffinerie 1  
2000 Neuchâtel

Gorgier, le 12 décembre 2016

**PERMIS DE CONSTRUIRE**

Concerne : requérant : Commune de Gorgier  
auteur des plans : DSI – Desaulles et Simon Ingénieurs civils Sàrl  
articles cadastraux : 3874, 4087, 4177, 4210, 4556, 4557, 4558,  
4578, 5786, 6528 et 7039  
nature des travaux : construction de deux giratoires et d'une  
nouvelle route  
dossier no : 2014/ 33 – SATAC-1 18296

Monsieur,

Le dossier mentionné en rubrique a été examiné par les services de l'Etat et par  
notre Conseil.

**1. Décisions spéciales**

Nous vous notifions les décisions spéciales relatives à ce projet :

- décision spéciale du Département du développement territorial et de  
l'environnement no SAG-18296.1.2015 du 1<sup>er</sup> novembre 2016 relative à  
une dérogation à la distance à la vigne ;
- décision du Département du développement territorial et de  
l'environnement, du 1<sup>er</sup> novembre 2016, concernant une autorisation de  
défrichement de 113 m2.

## **2. Préavis de synthèse des services cantonaux**

Nous vous transmettons ci-joint le préavis de synthèse du service cantonal de l'aménagement du territoire, accompagné des préavis des services consultés et ayant fait l'objet de remarques (art. 58 RALConstr.), à savoir :

- Service de l'aménagement du territoire;
- Service de l'énergie et de l'environnement;
- Architecte cantonal ;
- ECAP;
- Service des ponts et chaussées ;
- Office de l'inspection du travail;
- Service de la sécurité civile et militaire;
- Station viticole ;
- Service de la faune, des forêts et de la nature ;
- Groupe E ;
- CFF.

Nous vous invitons à respecter les remarques formulées dans les préavis susmentionnés, ainsi que les éventuelles décisions qui vous ont été notifiées par le service de l'aménagement du territoire ou tout autre service cantonal ou encore notifiées en annexe au présent courrier.

## **3. Modalités du permis de construire**

Seuls les travaux sollicités et prévus par cette sanction sont autorisés. D'éventuels travaux complémentaires ou toutes modifications de réalisation par rapport au dossier sanctionné devront, selon leur nature, faire l'objet d'une procédure d'ajustement ou d'une procédure de sanction.

Un permis de construire n'est pas un document exhaustif. Le maître de l'œuvre et/ou son mandataire a le devoir de respecter toutes les normes et lois en vigueur. La sanction du présent dossier ne saurait le délier de ses responsabilités.

Nous vous rappelons qu'il incombe au maître de l'ouvrage de présenter une demande d'assurance ou de réassurance auprès de l'ECAP; des formulaires sont à votre disposition à l'administration communale ou sur le site Internet de l'Ecap : [ecap-ne.ch](http://ecap-ne.ch)

Le permis de construire est personnel (art. 37, al.4 LConstr.).

#### **4. Durée du permis de construire**

La durée du présent permis de construire est de deux ans. Le permis de construire perd sa validité si l'exécution du projet est interrompue plus d'un an. Dès le début des travaux, ceux-ci doivent être poursuivis jusqu'à leur achèvement complet et ce, conformément aux dispositions du règlement d'aménagement communal.

Les montants suivants sont facturés dans le cadre du présent permis de construire :

##### **1. Emolument pour le permis de construire**

1 %o de la valeur des travaux selon formulaire "Demande de permis de construire" Fr. 1'500,00

##### **2. Taxe d'administration**

pour le préavis de synthèse du service de l'aménagement du territoire Fr. 3'870,00

Payables net à 30 jours.

**La sanction définitive de vos plans vous est ainsi délivrée moyennant le respect des charges et conditions ci-dessus.**

**Elle ne pourra entrer en vigueur qu'une fois entrées en force les décisions sur oppositions.**

**Le droit des tiers est réservé.**

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président

La secrétaire

F. Nussbaum

N. Vauthier

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les 30 jours à compter de sa réception et en deux exemplaires auprès du Conseil d'Etat, Château, 2001 Neuchâtel.

Le recours doit être signé, indiquer la décision attaquée, les conclusions et les moyens de preuves éventuelles.

En cas de rejet, même partiel, du recours des frais sont généralement mis à la charge de son auteur.

Annexe : ment.

Copie pour information :

Commune de Gorgier, rue du Centre 11, 2023 Gorgier  
Service cantonal de l'aménagement du territoire, Tivoli 5, 2003 Neuchâtel  
Service de l'agriculture, Aurore 1, 2053 Cernier